AMNESTY INTERNATIONAL
PRESS RELEASE

Index AI : PRE01/404/2011
16 August 2011

Guatemala. Amnesty International exhorte les candidats à la présidentielle à se préoccuper des droits humains

Mardi 16 août, Amnesty International a engagé les candidats à l'élection présidentielle guatémaltèque à accorder un degré de priorité élevé à la lutte contre les violations des droits fondamentaux, dont sont victimes des centaines de milliers de personnes dans le pays.

Dans une lettre ouverte envoyée à l'ensemble des candidats, Amnesty International a déclaré que le nouveau gouvernement devrait diligenter de meilleures enquêtes sur les violations passées des droits humains, s'attaquer aux taux alarmants de criminalité violente et d'homicide de femmes, apporter des solutions à long terme aux conflits fonciers et protéger le travail des militants en faveur des droits humains.

« Les atteintes aux droits humains sont un problème répandu au Guatemala aujourd'hui. Les populations les plus touchées sont en général les plus vulnérables, celles qui connaissent le plus souvent la discrimination : les femmes, les peuples indigènes et ceux qui vivent dans la pauvreté », a déclaré Sebastian Elgueta, spécialiste du Guatemala à Amnesty International.

« La volonté politique du futur président ou de la future présidente contribuera de manière cruciale à la protection des droits humains au Guatemala. C'est pourquoi il est si important que les candidats s'engagent à relever les défis se présentant sur ce terrain. »

L'élection doit se dérouler le 11 septembre 2011. Si aucun des candidats ne recueille plus de 50 % des voix, un second tour aura lieu le 6 novembre 2011.

Les élections municipales et législatives sont programmées le même jour. Des candidats ont été victimes de violences ; trois d'entre eux ont été tués depuis le coup d'envoi de la campagne, en mai 2011.

Ces dernières décennies, Amnesty International a recensé un nombre alarmant de violations des droits humains au Guatemala.

Deux cent mille personnes ont été victimes d'actes de torture, d'homicides et de disparitions forcées dans le cadre du conflit armé interne, qui a pris fin en 1996. Les responsables présumés n'ont été traduits en justice que dans une poignée de cas, et rares sont les victimes qui ont obtenu des réparations.

Le taux d'homicide et de criminalité violente au Guatemala est actuellement l'un des plus élevés des Amériques. Un grand nombre des victimes sont des femmes – d'après les chiffres officiels, 695 ont été victimes de meurtres violents pour la seule année 2010. La plupart des responsables présumés ne sont jamais jugés.

Les conflits fonciers et les expulsions forcées sont au nombre des problèmes se posant avec le plus d'acuité pour les populations rurales à travers le Guatemala. Les gouvernements successifs ne se sont

jusqu'à présent jamais attaqués aux causes profondes des conflits fonciers et ont plutôt privilégié des solutions violentes et à court terme.

Ces dernières années, Amnesty International a par ailleurs dénoncé les nombreuses menaces et agressions visant les militants en faveur des droits humains, en particulier ceux qui défendent les droits économiques, sociaux et culturels - notamment dans le contexte de conflits fonciers, de projets miniers et de conflits de travail.

Au cours des six premiers mois de l'année 2011, des organisations locales de défense des droits humains ont signalé 273 cas d'intimidations, de menaces ou d'agression visant des militants. La grande majorité n'a donné lieu à aucune enquête.

« Il est possible de faire en sorte que justice soit rendue pour les violations des droits humains au Guatemala. Mais il faut pour cela de véritables enquêtes, des poursuites efficaces et la volonté politique des autorités », a ajouté Sebastian Elgueta.

« Nous exhortons tous les candidats à la présidentielle à s'engager à améliorer la situation des droits humains et à protéger ces derniers. »

Complément d'information
Amnesty International a envoyé sa lettre ouverte à : Adela de Torrebiarte, Acción de Desarrollo Nacional (ADN) ; Alejandro Giammattei, Centro de Acción Social (Casa) ; Eduardo Suger, Compromiso Renovación y Orden (Creo) ; Manuel Baldizón, Libertad Democrática Renovada (Líder) ; Otto Perez Molina, Partido Patriota ; Patricia de Arzú, Partido Unionista ; Rigoberta Menchú, Frente Amplio de Izquierda.

Vous trouverez la lettre ouverte d'Amnesty International aux candidats à l'élection présidentielle guatémaltèque à l'adresse suivante : http://www.amnesty.org/fr/library/info/AMR34/007/2011/en (en anglais et en espagnol)